

## LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN

Conférences de Charles-Edouard Leroux

[celeroux@orange.fr](mailto:celeroux@orange.fr)

Cycle 2018

Premier semestre

### *L'esprit perdu de la République*

#### 3. Le féminin au chevet de la République

*Mis à mal par la concurrence des revendications mémorielles, l'esprit républicain retrouvera-t-il une légitimité et une ferveur nouvelles en faisant que devienne réalité sa grande ambition de naguère, qui fut de rendre effective l'inscription pleine et entière des femmes dans la cité ?*

---

J'engagerai cette troisième phase de la réflexion que je consacre au long de ce semestre à *L'esprit perdu de la République* par un constat à la fois plaisant et réaliste emprunté à un universitaire, Elisabeth Guibert Sledziewski, qui écrivait (il y a quarante ans !) : « *La femme hante les Collections. Non plus celles des couturiers ; celles des éditeurs.* »<sup>1</sup> Une manière de rappeler que la réflexion aujourd'hui proposée et mise en débat s'inscrit dans une histoire et dans une mémoire, celles des femmes, qui abondent et même surabondent depuis plus d'un siècle – à vrai dire même depuis l'époque romantique. Je prendrai pour symbole de cette irrésistible ascension de ce qu'il faudrait appeler *la question du féminin* la publication de la volumineuse *Histoire des femmes* réalisée au début des années 90 sous la direction de Georges Duby et de Michelle Perrot. De l'Antiquité au XXe siècle, cinq gros volumes opérant la synthèse des travaux entrepris depuis le XIXe siècle par l'anthropologie et les sciences humaines pour faire sortir les femmes de l'ombre de l'histoire<sup>2</sup>. Avec les contributions de quelque 70 historiennes (plus quelques historiens), qui furent pionnières avant de nous devenir familières, femmes sorties des *silences de l'histoire*, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Michelle Perrot devenu un classique<sup>3</sup>. En somme, un monument d'écriture que cette *Histoire des femmes* devenue, selon la formule inaugurée dans les années 80 par Pierre Nora, un *lieu de mémoire* inaugural devenu primordial pour qui cherche, selon les mots de Georges Duby et Michelle Perrot, à « *comprendre les racines de leur domination et les*

---

<sup>1</sup> Elisabeth Guibert Sledziewski, article consacré au livre réalisé sous la direction de Jean-Paul Aron : *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle* (249 p., Fayard, 1980). Revue Romantisme, 1981/32.

<sup>2</sup> Georges Duby-Michelle Perrot (direction) : *Histoire des femmes*. 5 vol (1991-1992). Réédition en collection de poche Tempus, 2002. 1. *Antiquité*. 2. *Moyen âge*. 3. *XVI-XVIIIe siècle*. 3. *XIXe siècle*. 5. *XXe siècle*.

<sup>3</sup> Michelle Perrot : *Les femmes ou les silences de l'histoire* (1998). 493 p. Champs Histoire.

*rapports des sexes à travers le temps* »<sup>4</sup>. Avec une précision dans le titre lors de la réédition en collection de poche, en 2002 : *Histoire des femmes en Occident*. Cela parce que les mémoires et les histoires des femmes ont désormais investi tous les continents. Il n'est plus présentement de question de société qui puisse être approchée sans que soit prise en compte la question du féminin. Dès 1973-1974, Michelle Perrot, Fabienne Bock et Pauline Schmidt intitulaient leur séminaire, premier du genre, *Les femmes ont-elles une histoire ?* Préfiguration de ce qui constitue désormais un immense domaine d'études interdisciplinaires initié en Amérique du Nord au cours des années 60 et désormais connu au plan mondial sous l'appellation de *Women's studies*.

Et si je préfère d'emblée évoquer *la question du féminin*, et non seulement la question *des femmes*, c'est pour suggérer l'ampleur que cette question revêt aujourd'hui, à la fois psychologique, sociologique et philosophique (anthropologique en somme), qui indissociablement relie la question des femmes (*Women's studies*) et la question du genre (*Gender's studies*), parce que la question du féminin n'est pas seulement celle des femmes, mais conduit plus globalement à la question de l'humanité dans son ensemble, une humanité sexuée, c'est-à-dire composée d'hommes et de femmes, ce qui oblige à repenser l'universalité républicaine dans l'éclairage de cette unité, à partir de la différence entre « sexe biologique » et « sexe social ». Car c'est aussi l'une des innovations des études historiques depuis un demi-siècle que d'avoir ouvert un champ d'études consacré à cette autre zone grise de l'histoire que constitue ce que Marie Duru-Bellat a récemment appelé *la tyrannie du genre*.<sup>5</sup> C'est la raison pour laquelle la question des femmes et celle du genre sont devenues indissociables, au point de constituer peut-être une même question, ou plutôt remise en question, à savoir celle de la domination masculine. Pierre Bourdieu a parfaitement circonscrit les enjeux de la domination masculine : « *l'ordre établi, avec ses rapports de domination, ses droits et ses passe-droits, ses privilèges et ses injustices, se perpétue en définitive aussi facilement, mis à part quelques accidents historiques, et que les conditions d'existence les plus intolérables puissent si souvent apparaître comme acceptables et même naturelles* ».<sup>6</sup>

De même que l'universalité républicaine a dû être repensée, suite aux décolonisations, sous l'éclairage des études coloniales et postcoloniales (*Postcolonial Studies*), j'essaie ici de suggérer en quoi *la question du féminin* recouvre celles du sexisme et du racisme, et, au cœur du sexisme et du racisme, les questions d'identité et de ségrégation qui ont empoisonné et continuent d'empoisonner l'esprit républicain jusqu'à compromettre les valeurs dont il se veut porteur, ainsi que nous en avons convenu lors de notre rencontre consacrée à *La République des Valeurs*.

Maintenant, pourquoi *le féminin au chevet de la République ?* Quarante ans après l'explosion des mouvements de libération des années 1970, ce que j'appelle *la question du féminin*, beaucoup plus large, donc, que la seule question féministe, constitue peut-être

---

<sup>4</sup> Georges Duby-Michelle Perrot (direction) : *Histoire des femmes*. Tome 5 : *Le XXe siècle* (1992). Collection de poche Tempus, 2002.

<sup>5</sup> Marie Duru-Bellat : *La tyrannie du genre*. 309 p. Presses de Sciences Po, 2017.

<sup>6</sup> Pierre Bourdieu : *La domination masculine* (1998). 192 p., Points essai, 2014.

aujourd'hui le lieu où l'esprit républicain, mis à mal, voire discrédité depuis plusieurs décennies par nombre de résurgences mémorielles, a quelque chance de se réformer ou de se re-former, ainsi que le suggère Françoise Picq, militante féministe, historienne et sociologue, dans l'ouvrage collectif qu'elle a dirigé à la suite du *Congrès international féministe* de décembre 2010<sup>7</sup>. J'entends, je le rappelle, par *esprit perdu de la République* tout autant la désorientation provoquée par les métamorphoses de nos sociétés depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale jusqu'à l'émergence de la mondialisation, que la désaffection, voire le désintérêt pour la chose politique, désorientation et désaffection qui semble devenir le lot commun des nations à l'ère postmoderne.

Nous avons évoqué ensemble, lors de nos deux précédentes rencontres, les circonstances et les crises qui ont progressivement entamé les valeurs les plus chères à l'esprit républicain : surgissement des barbaries au cœur de l'Europe, prise de conscience des désastres écologiques engendrés par le progrès technique, ébranlement de l'idéal de civilisation dans les décolonisations, crainte et tremblement engendrés par la mondialisation des échanges, sentiment croissant d'impuissance des Etats face aux accélérations du capitalisme planétaire. Autant de symptômes de la désagrégation de nos univers de pensée et de convivialité, dont font bien sûr les frais l'esprit républicain et, plus globalement la politique. La République a rêvé et a voulu réaliser un rêve dont nous avons rappelé la grandeur et la splendeur lors d'une précédente rencontre. Mais elle a aussi contribué à la sombre, à la violente, à la terrible réalité des XIX et XXe siècles, par intermittence fort heureusement : ici dégradation de la vie politique, là, répression des mouvements sociaux, ici, politiques de puissance et d'Empire, là, compromissions désastreuses dans la guerre ou la collaboration. Nous nous étions séparés sur la question suivante : « *Le XXIe siècle sera-t-il en mesure de renouer avec la République des Valeurs ?* » Entendons des Valeurs qui ne se révèlent pas illusoires, mensongères et manipulées comme elles le furent déjà au XIXe siècle, puis tout au long du terrible XXe siècle.

J'ai fait référence naguère, à plusieurs reprises, à l'ouvrage d'une philosophe-écrivaine belge, Véronique Bergen, intitulé *Résistances philosophiques*<sup>8</sup>. Avec beaucoup d'esprit et non sans humour, Véronique Bergen élabore une réflexion sur ce qu'elle appelle *l'acte de résister*, et qui ne consiste pas seulement à être contre, mais à *inventer un monde, des monde nouveaux*.

A cet égard, il me semble que *la question du féminin* devient, en tout cas devrait devenir, le lieu de cet éveil ou de ce grand réveil de la conscience républicaine, sachant que des thèmes comme *l'égalité des sexes* et *la liberté des femmes* se trouvent désormais confrontés, comme au fond l'ensemble des valeurs collectives, à une mondialisation qui vient singulièrement renforcer les paradoxes et les contradictions de la vie sociale.

Voilà pourquoi la lutte féministe, loin de constituer un phénomène marginal, se trouve aujourd'hui au cœur des combats politiques, voilà pourquoi, plus globalement, *la question du*

---

<sup>7</sup> Françoise Picq (direction) : *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques*. 248 p., éd. Ixe, 2012.

<sup>8</sup> Véronique Bergen : *Résistances philosophiques*. 149 p., PUF, 2009.

*féminin* pourrait devenir déterminante pour ce qui est de la refondation (le mot est à la mode) d'un esprit républicain à la hauteur des défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Qu'en est-il précisément ? Si formellement la Révolution française a inscrit les femmes dans la proclamation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, celles-ci, qui pourtant ont activement participé aux luttes révolutionnaires, sont demeurées exclues de la fonction politique. Les quelques figures féminines – Olympe de Gouge, Madame Rolland, Charlotte Corday, Claire Lacombe, que l'on dirait aujourd'hui féministes – ont eu beau remettre en cause les rapports entre les sexes et engager la question de la place des femmes dans la République, elles ont été tragiquement écartées (guillotonnées, mises en détention ou internées), et les femmes sont demeurées, selon la formule de l'historienne Dominique Godineau<sup>9</sup>, des « *citoyennes sans citoyenneté* », en dépit des quelques avancées que la Constituante, la Constitution de 1791, puis les grandes lois de septembre 1792 leurs ont accordées en matière d'émancipation civile (pêle-mêle, égalité des droits aux successions, abolition du privilège de masculinité, disparition de la tutelle paternelle, extinction de la tutelle maritale, égalité des époux en matière de divorce). Mais les femmes demeurent exclues du suffrage universel au même titre que les mineurs, les aliénés, les religieux cloîtrés, et les domestiques. Et les hommes de la Convention que célébrait solennellement Hugo (très ambigu sur la question qui nous occupe) : « *A droite, la Gironde, légion de penseurs ; à gauche, la Montagne, un groupe d'athlètes* »<sup>10</sup> avaient décrété l'interdiction de tous les clubs et sociétés de femmes, qui n'auront bientôt même plus le droit d'assister aux réunions politiques, elles qui s'étaient massivement mobilisées au long des journées révolutionnaires.

Le Code Napoléon de 1804 consacra, même au plan civil (au prix d'ailleurs de quelques régressions), l'infériorité de la femme et son exclusion politique, comme d'ailleurs l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais les combats pour l'émancipation civile et politique des femmes n'ont jamais cessé, et ils demeurent l'honneur de certaines utopies sociales et socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle (pas toutes, loin s'en faut, mais au moins quelques saint-simoniens), sous la Deuxième République et sous le Second Empire, que d'avoir projeté l'affranchissement complet des femmes et l'égalité civile et politique des sexes.

Si la Troisième République a pris pour symbole une femme, adulée jusqu'à la « mariannâtrie », elle n'en demeure pas moins un sommet de domination masculine, en dépit, là encore, d'avancées civiles, particulièrement en matière d'éducation. Ce sont néanmoins les Trente Glorieuses qui verront l'affirmation d'une nécessité universelle des droits des femmes. Femmes militantes, chercheuses, écrivaines, syndicalistes venues des six côtés de l'Hexagone, engagées dans ces moments où, à travers le monde, des peuples mettent fin à des régimes dictatoriaux et corrompus. Partie prenante et actrices des révolutions, les femmes se refusent de plus en plus à être – une fois encore – les oubliées de la démocratie. Raison pour laquelle on peut affirmer que la *question du féminin* devient le recours quand l'esprit de la République se défait. Il est urgent, dans ces conditions, de considérer l'émancipation des femmes comme un enjeu majeur, un enjeu de civilisation, bref de la placer au rang du politique.

---

<sup>9</sup> Dominique Godineau : *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*. 420 p., Alinea, 1988.

<sup>10</sup> Victor Hugo : *Quatre-vingt-treize* (1874). Le Livre de poche Classiques, 575 p.

On est aujourd'hui en mesure de dresser l'inventaire des effets des luttes féministes au fil de l'histoire. Mais à n'en pas douter, la seconde moitié du XXe siècle a apporté, dans l'ensemble des pays développés, et tout particulièrement en France, des avancées sociales majeures pour les femmes, avancées dont la sociologue Margaret Maruani a dressé il y a plus de dix ans un bilan remarquable : liberté de l'avortement et de la contraception, droit de vote et parité, croissance spectaculaire de la scolarité et de l'activité professionnelle.<sup>11</sup> Ajoutons que la lutte contre les violences sexuelles et notamment le harcèlement contribue de plus en plus à rendre visible la domination masculine qui a présidé au destin d'une civilisation que l'ethnologie définit comme *androcratique*, comme *patriarcale*, ou comme *phallocratique*. Quel que soit le mot, c'est l'universel républicain qui se révèle une nouvelle fois dévalorisé dans la dénonciation de l'opresseur, ajoutant au sombre bilan de *l'occidentalisation du monde* naguère dénoncée de façon si virulente par Serge Latouche<sup>12</sup>, une dimension sexiste peu propre à résoudre la contradiction entre le principe d'égalité républicaine et la fabrique collective d'inégalités. Comme l'a montré Christine Delphy, chercheuse spécialisée dans le domaine du féminisme et des questions de genre, il ne s'agit pas de s'en prendre à l'Homme, avec une majuscule, ni aux hommes en général, mais de prendre la mesure de ce que l'ennemi principal est *le patriarcat*, à savoir un système autonome d'exploitation et de domination. Partant de l'idée que « *tout se passe comme si la différence des sexes était ce qui donne sens au monde* », l'auteur de *L'ennemi principal*<sup>13</sup> fait de *la question du féminin* l'élément dynamique d'une recomposition du politique. Je citerai la politologue Virginie Martin : « ... *le féminisme permettra d'affiner une réflexion sur la République ou de réfléchir à la réélaboration d'un universel non discriminant* » ... Elle précise : « *Le féminisme (re)devient ainsi un enjeu politique car il est une ressource permanente pour penser notre temps...* ». Ce qui conduit cette auteure à *préconiser un nouvel universalisme - celui des différences*<sup>14</sup>.

Ce n'est pas, comme on aurait souvent tendance à le croire, que les femmes soient à elles seules l'avenir de la politique, le cas échéant même au détriment des hommes, par une sorte de revanche de l'histoire qui, selon une formule de Mariette Sineau, annoncerait « *le crépuscule des mâles* »<sup>15</sup>. Cela équivaldrait à substituer au patriarcat un matriarcat, à savoir une République dans laquelle les femmes détiendraient les rôles institutionnels dévolus aux hommes dans les sociétés patriarcales, ce qui serait une manière de perpétuer la domination à partir d'un sexisme inversé. Tout au contraire, il s'agit de faire du féminin une question politique primordiale de manière, selon la même auteure, à « *faire avancer concrètement le partage réel du pouvoir entre les sexes* », sans discrimination, cette fois, et sans ostracisme.

<sup>11</sup> Margaret Maruani : *Femmes, genres et sociétés. L'état des savoirs*. 480 p. La Découverte, 2005.

<sup>12</sup> Serge Latouche : *L'occidentalisation du monde* (1989). Rééd. La Découverte/Poche, 182 p.

<sup>13</sup> Christine Delphy : *L'ennemi principal. Tome 1 : Economie politique du patriarcat*, 262 p. *Tome 2 : Penser le genre*. 366 p. Ed. Syllepse 2013. Christine Delphy a naguère cofondé avec Simone de Beauvoir la revue *Questions féministes* dont l'intégralité des numéros a été republiée par les éditions Syllepse en 2012.

<sup>14</sup> Virginie Martin : *Ce monde qui nous échappe : pour un universalisme des différences*. 128 p., Ed. de l'Aube, 2015. Tribune Le Monde.fr, 08.03.2012.

<sup>15</sup> Mariette Sineau : *Droit et démocratie*, in *Histoire des femmes, op. cit.*, Tome 5, p. 472.

Maintenant, il est difficile de prédire ce que sera ce qu'Éric Macé, sociologue spécialiste des discriminations, appelle *l'après-patriarcat*.<sup>16</sup> Néanmoins, lorsque je donne pour intitulé de notre rencontre *le féminin au chevet de la République*, je fais l'hypothèse que le féminin devrait être le catalyseur qui permette de restaurer le crédit de la politique à partir d'un nouvel état d'esprit collectif, un esprit républicain susceptible d'inaugurer une nouvelle pratique politique.

Cette pratique politique reposerait sur ce qu'une féministe québécoise, Odile Dhavernas<sup>17</sup>, préconisait dès les années 70 comme « *une nouvelle façon d'être, d'aimer, de vivre* », en somme cette sociabilité rêvée que les Eglises, les Etats et, en somme, les philosophies ont jusqu'à présent échoué à réaliser en raison de leurs politiques de puissance et de domination masculine.

L'assomption du féminin au chevet de la République inaugurerait d'une certaine façon cette nouvelle sociabilité en raison de ce que la philosophe, psychologue et féministe américaine Carol Gilligan a promu dès les années 80 comme *l'éthique du care*, dans un ouvrage qui ne cesse de susciter le débat, en particulier en philosophie politique, sur les questions de justice et d'équité, depuis sa publication aux Etats-Unis en 1982, ouvrage traduit en français sous le titre : *Une voix différente. Pour une éthique du care*<sup>18</sup>. Ce terme anglais que l'on traduit volontiers par *sollicitude*, est à entendre comme sens de l'écoute et attention à autrui, autant de mots qui traduisent le terme anglais de *care*, qui signifie *prendre soin, être attentionné*. Si l'on regarde l'histoire, on ne peut pas dire que les sociétés dominées par les hommes soient caractérisées par le soin, la prévenance, l'attention à autrui. Non que les femmes seraient porteuses par nature de cette sollicitude qui échapperait aux hommes, mais du moins se révèlent-elles capables généralement, de manière plus soutenue que la plupart des hommes, d'apporter au projet et à la pratique politique cette sollicitude. Ainsi que l'écrit Vanessa Nurock : « *Le care est féministe en ce qu'il remet en cause la dévalorisation, héritée du patriarcat, de l'attention portée à la texture éthique des relations ainsi qu'au rôle des émotions dans ces réflexions et pratiques* »<sup>19</sup>.

Il ne manque pas de philosophes pour avoir perçu en quoi *le care*, l'attention à l'autre, la sensibilité à ce qu'il éprouvait, pouvaient investir les problèmes de justice et les situations sociales et économiques, en somme conduire à une manière différente d'envisager la vie républicaine. La question politique des *sentiments moraux* constitue même l'un des grands débats de la philosophie politique depuis le XVIIIe siècle, quand il s'agit d'effectuer un choix entre la rationalité économique, calculée sur le principe du plus grand profit (ce que j'appellerais pour ma part *la république gestionnaire, voire managériale*), et ce qui devrait constituer l'essentiel de l'esprit républicain, à savoir la sollicitude à l'égard des plus vulnérables. C'est en effet une des manifestations les plus caractéristiques de *l'esprit perdu de la République* que cette pratique devenue si habituelle de faire prévaloir le *processus législatif* sur ce qui doit normalement constituer la pratique vraiment républicaine, à savoir *le dialogue*.

<sup>16</sup> Eric Macé : *L'après-patriarcat*. 180 p. Le Seuil, 2015.

<sup>17</sup> Odile Dhavernas : *Droits des femmes, pouvoir des hommes*. 389 p., Le Seuil, 1978.

<sup>18</sup> Carol Gilligan : *Une voix différente. Pour une éthique du care* (USA, 1982). 284 p. Champs essais, 2008.

<sup>19</sup> Vanessa Nurock : *Carol Gilligan et l'éthique du care*. PUF, 192 p., 2010.

L'idée est que *le féminin* serait aujourd'hui mieux à même de restaurer l'esprit perdu de la République, de soutenir les idéaux de liberté et d'égalité, et de promouvoir le respect réel des règles de justice. J'entends par *le féminin* tout ce qui touche à la sollicitude, qui est de s'inquiéter des autres, d'être attentif à l'égard des personnes, de considérer comme primordiale *la relation*, en particulier en ce qui concerne les êtres les plus vulnérables. Sans doute cette attitude que Gilligan voudrait ériger en modèle politique – et qui à l'évidence inspire nombre de propositions politiques, malheureusement minoritaires ou considérées presque toujours comme irréalistes – résulte-t-elle de la relation mère-enfant, lieu d'une expérience privilégiée de la vulnérabilité d'autrui qui est le lot de la plupart des femmes. Mais cette *voix différente* que j'associe au *féminin* pourrait tout autant être la voix de tous les groupes sociaux historiquement éprouvés par les discriminations – voix des esclaves, des colonisés, des exilés, des déportés, indifféremment hommes et femmes, qui ont vécu dans leur chair et dans leur âme, au fil des générations, l'amère l'expérience de l'abandon et de la déréliction.

J'associerais volontiers *le féminin* au principe qui inspire ce que le poète-philosophe Edouard Glissant, écrivain-penseur du post-colonialisme, ►18 a théorisé sous l'appellation de *philosophie de la relation*<sup>20</sup>. Glissant définissait la Relation comme « *la somme finie de toutes les différences du monde* », le principe même de l'organisation d'un Monde qui ne soit pas uniformisant au risque de l'exclusion et de l'élimination de ce qui n'est pas dans la norme (par exemple de la domination masculine), mais demeure ouvert à la diversité des genres et des cultures.

En somme la relation, l'écoute, le lien, la sollicitude : c'est cette attitude, cet état d'esprit que j'appelle *le féminin* qui est en mesure de rendre à l'esprit républicain l'orientation qu'il a perdue sous la double impulsion de la domination masculine et de l'essor du capitalisme, double impulsion dont les multiples résurgences mémorielles à l'œuvre au cours des dernières décennies ne cesse de souligner le caractère discriminatoire. La désorientation présente de l'esprit républicain tient peut-être essentiellement à ce qu'il a plus souvent tenté d'instaurer le *statu quo* à l'égard des discriminations sociales, sexuelles, raciales que de construire une sociabilité qui soit à la hauteur de la *Déclaration des droits humains* fondateurs du projet républicain originel.

*Le féminin au chevet de la République* parce qu'au cours des dernières décennies, ce sont essentiellement les mouvements de libération féministes qui ont œuvré en profondeur à la transformation de la société républicaine, entre les revendications légalistes des combats pour l'égalité juridique et les luttes hors-la-loi contre une domination masculine et sexiste avant tout soucieuse de perpétuer son pouvoir. Si les féministes libérationnistes ont placé les sociétés occidentales à l'avant-garde, elles ne sont pas pour autant absentes des combats pour les émancipations dans toutes les régions du monde. Un simple regard sur la liste des femmes

<sup>20</sup> Edouard Glissant (1928-2011) : *Philosophie de la relation. Poésie en étendue*. 176 p., Gallimard 2009. J'ai consacré à Edouard Glissant une conférence dans le cycle intitulé *Trois philosophies du déracinement*, que l'on peut télécharger à partir du site du Mémorial <http://www.memorial-caen.fr/les-evenements/conferences/les-dialogiques-du-memorial-de-caen>

Prix Nobel de la Paix<sup>21</sup> constituerait un indice suffisant de ce que la sollicitude des femmes est en mesure d'accomplir en matière de libération des opprimés. De Mairead Corrigan et Betty Williams militant pour la fin de la violence en Irlande du Nord (Prix Nobel 1976) à la jeune Malala Yousafzai, écolière pakistanaise militante pour le droit à l'éducation, rescapée après un attentat perpétré contre elle par des talibans à la sortie de son école en 2012 (Prix Nobel 2014), en passant par Aung San Suu Kyi, lauréate 1991, figure emblématique de l'opposition birmane assignée à résidence pendant quinze ans par la junte militaire de son pays, la Guatémaltèque Rigoberta Menchú récompensée en 1992 pour son soutien au combat des indigènes d'Amérique centrale, Jody Williams, militante américaine couronnée en 1997 pour être parvenue à faire interdire l'utilisation des mines antipersonnel. Les sociétés à forte tradition musulmane ne sont pas en reste si l'on en juge par la lauréate du Prix Nobel 2003, Shirin Ebadi, première femme juge en Iran en 1974 qui défend inlassablement les droits des femmes et des enfants dans une société musulmane ultraconservatrice, ou encore les deux Libériennes, Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue présidente d'un pays africain et Leymah Gbowee récompensées en 2011 aux côtés de la Yéménite Tawakkol Karman pour leurs combats pacifistes en faveur des femmes opprimées.

C'est parce que beaucoup reste à faire pour sortir la République du discrédit qui ne cesse de peser sur elle au fur et à mesure que surgissent les histoires et les mémoires des oppressions passées qu'il convient d'accorder une attention particulière à des mouvements susceptibles de changer en profondeur les pratiques politiques dans une République dont les femmes constituent au demeurant plus de la moitié du corps électoral. La République machiste (oserais-je dire *innocemment* machiste ?) a beaucoup spéculé depuis la naissance du suffragisme dans les premières années du XXe siècle et même encore en 1945 lorsqu'il fut décidé d'accorder le droit de vote aux françaises, sur le rôle modérateur et inévitablement conservateurs des nouvelles électrices. Mariette Sineau cite une confidence de Georges Bidault, futur leader MLP, (*Mouvement de Libération du Peuple* issu en 1950 de la *Ligue ouvrière chrétienne*) au moment du premier vote des électrices françaises, en 1945 : « *Avec les femmes, les évêques et le Saint-Esprit, nous auront cent députés* » !

Demeure en effet une condition pour que le féminin soit en mesure d'effectivement œuvrer à l'émergence d'un esprit républicain qui soit à la hauteur des défis du monde actuel, c'est le regain d'intérêt pour une participation réelle et massive à la vie politique. En ces temps d'abstention électorale, il serait dommage que l'esprit Républicain perde l'une de ses dernières chances de revivre.

---

<sup>21</sup> Esmeralda de Belgique : *Femmes prix Nobel de la Paix*. 192 p. Ed. Avant-Propos, 2014.